

Paris, le 5 juin 2008

Madame Valérie PECRESSE  
Ministre de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche  
1, rue Descartes  
75231 – PARIS CEDEX 05

## LETTRE OUVERTE

Madame la Ministre,

Au cours de la dernière année, et par plusieurs fois, nous avons demandé une négociation globale sur l'ensemble de la politique d'enseignement supérieur et de recherche.

En vain ! Au lieu de cela, vous avez saucissonné la discussion au travers d'un ensemble de « chantiers », de « missions », de « rapports » qui n'ont à aucun moment permis une approche globale et concertée des problèmes.

Aucun débat, même partiel, n'a pu être possible dans ces cadres imposés. Pire ! Alors que les instances représentatives de l'enseignement supérieur et de la recherche, comme le CNESER, les Comités Techniques Paritaires, les Conseils Scientifiques vous ont fait part de propositions visant à améliorer notre système, et soulignant les dangers des « réformes » que vous proposiez, vous n'en avez délibérément tenu aucun compte.

Après votre sabotage systématique des possibilités de dialogue, c'est au moment où la communauté scientifique montre sa mobilisation contre le démantèlement des organismes de recherche, où la totalisation des résultats des élections aux CA des universités montre la contestation forte de la loi LRU, que vous proposez des rencontres aux organisations syndicales.

Comment croire qu'il ne s'agit pas de votre part d'une nouvelle opération médiatique dilatoire.

Madame la Ministre, nous serions heureux de vous rencontrer pour avoir le dialogue constructif avec vous auquel nous aspirons, encore faut-il que, de votre côté, vous leviez les préalables que vous imposez à la communauté scientifique aujourd'hui tant sur les universités que sur les organismes et la situation des personnels, en particulier des plus précaires.

Nous vous demandons dans l'immédiat :

- l'abandon du démantèlement du CNRS et de l'Inserm en instituts avant le CA du CNRS annoncé le 19 Juin.
- la reconnaissance du principe de collégialité
- la création d'emplois statutaires dès le budget 2009.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en notre attachement au service public.

Jean FABBRI, secrétaire général du SNESUP-FSU  
Jean-Luc MAZET, secrétaire général du SNCS-FSU  
Arlette LEMAIRE, secrétaire générale du SNASUB-FSU  
Serge CHABROL, secrétaire général du SNEP-FSU  
Annick MERRIEN, secrétaire générale du SNETAP-FSU  
Annick KIEFFER, secrétaire générale du SNTRS-CGT  
Martine FARNER, secrétaire générale de la FERC-SUP CGT  
Marie-José KOTLICKI, secrétaire générale de l'UGICT-CGT  
Alain ROQUES et Alain POINTILLART, secrétaires généraux de la CGT-INRA  
Maria BIANCHINI, co-secrétaire de la fédération SUD-éducation (union syndicale Solidaires)  
Patrick GESTIN, secrétaire national de SUD-Recherche-EPST (union syndicale Solidaires)  
Pierrick SALAUN, secrétaire général de la CFDT-INRA  
Thierry MAGALLON, secrétaire national de la CFTC-INRA  
Bertrand MONTHUBERT, président de SLR  
Jean-Louis FOURNEL, président de SLU